

Parti Socialiste d'Ivry-sur-Seine
BP 50007
94201 Ivry-Sur-Seine CEDEX
Tel : 06 89 86 35 25
Mail : psivry94@gmail.com

Monsieur Le Premier Ministre
Hôtel de Matignon
57 rue de Varenne
75700 Paris

Ivry-sur-Seine, le 9 juillet 2014,

Objet : alerte sur les risques sociaux d'une expulsion d'un campement ROM sur Ivry sur Seine

Monsieur Le Premier Ministre,

Les socialistes d'Ivry-sur-Seine tiennent à vous alerter sur la situation du campement Truillot dans lequel vivent, depuis 3 ans, plus de 300 personnes représentant environ 130 familles d'origine ROM de Roumanie.

Une décision de justice autorise l'expulsion de ces populations du terrain appartenant à l'Assistance Publique des Hôpitaux de Paris.

Les rumeurs d'une expulsion imminente enflent et créent un climat d'insécurité et d'angoisse chez les personnes concernées, ainsi qu'un désarroi chez les militants associatifs qui les accompagnent depuis ces trois dernières années.

Il est vrai que cette situation ne peut plus durer et il n'est pas non plus envisageable que toutes ces familles puissent encore passer un quatrième hiver dans des conditions aussi misérables et indignes.

Elles ne doivent cependant pas être les victimes d'une incurie générale des élus locaux et des Pouvoirs Publics. Elles ne doivent pas subir les hésitations, l'absence de décisions, les reports de responsabilités permanents de la Municipalité, de la Préfecture et l'Assistance Publique des Hôpitaux de Paris, leur incapacité à élaborer un projet et à saisir les moyens financiers à disposition, notamment les aides européennes.

Il est urgent de traiter cette situation et il est aussi urgent que chaque partenaire en soit l'acteur et cesse de jouer le pourrissement. L'heure n'est pas à la polémique et au « renvoi de balles » mais à la prise de responsabilité et à la concrétisation d'actions d'insertion et d'accompagnement au relogement dans un but de résorption de ce bidonville.

Monsieur Pierre Gosnat, maire d'Ivry sur Seine, argue que ce n'est pas de la compétence de la ville. Or ces familles d'origine ROM habitent sur le territoire de la commune depuis plus de 3 ans, certaines étant précédemment installées dans un immeuble vétuste de la ville ayant subi un incendie. Les enfants y sont scolarisés (environ 80) et quelques adultes se sont inscrits sur les listes électorales. Le maire ne peut constamment se délester de ses responsabilités sur les autres car il est au cœur du sujet.

Certes, comme il l'affirme, l'expulsion n'est pas une solution, car elle « *aggrave le problème et augmente les troubles et l'insécurité de ces familles* ». Toutefois, les décideurs, et en particulier le maire, ont mis en place des actions d'accompagnement social, tout en repoussant toute décision de

planification et de coordination d'actions concrètes, dans un objectif de suppression de ce campement. Ils ont joué la politique de l'autruche.

En décembre 2012, lors d'une réunion en Préfecture, il a été décidé d'engager la mise en place d'un diagnostic social dans le cadre du GIP.

Un an et demi plus tard, le diagnostic est toujours en cours, car le temps des politiques et de l'administration n'est pas le temps de ces familles, vivant en bidonville, subissant les intempéries, et l'insécurité sanitaire.

Au vu du diagnostic social réalisé ce jour, par l'ALJ93, la municipalité d'Ivry a pris l'engagement d'accompagner quelques familles « *jusqu'au bout de leur insertion sur la ville* ». Nous attendons des propositions concrètes et leur mise en œuvre dans les plus brefs délais.

Mais quid des familles qui n'ont pas encore été rencontrées par les enquêteurs sociaux ?

Depuis plusieurs années, un travail social considérable a été effectué par les associations ivryennes pour garantir à ces citoyens européens, leurs droits fondamentaux : le droit à la scolarisation, le droit à la santé...

De même, depuis plusieurs années, des actions de solidarité ont été mises en œuvre par les services de la ville d'Ivry (électricité, scolarisation, santé...), du Conseil Général et de l'Etat.

Toutes ces actions participent fortement à l'intégration de ces populations, des familles et des enfants, et sont indispensables, mais elles ne suffisent pas et trouvent leurs limites quand aucun projet officiel structuré et planifié n'a été retenu par les Autorités Publiques.

L'expulsion, cet été 2014, mettrait à mal le travail social des dernières années et jetterait ces populations dans un désarroi, une souffrance sociale et humaine. Le travail de scolarisation des enfants serait balayé et les familles seraient « dans la nature », à la recherche d'un nouveau lieu de campement.

De plus, dans un contexte ambiant de stigmatisation de cette population, il est aussi de notre devoir commun, de soutenir ces populations. Elles vivent dans des conditions inacceptables, dans un dénouement qui nous impose la main tendue.

Face à la situation sociale dramatique, il ne peut y avoir de démantèlement du campement sans avoir mené à son terme le travail d'identification des besoins et des solutions pour mettre fin à ces conditions de vie désastreuses.

Les socialistes ivryens pensent que beaucoup de freins ont été mis à la résolution du problème de ce campement et que toutes les procédures n'ont pas encore été mises en œuvre et les solutions étudiées.

En tant que socialistes ivryens, nous demandons dans de courts délais :

- Un comité de pilotage effectif et réel avec des décisions et engagements publics précis (représentants de l'Etat, du Conseil Général, des Collectivités, de l'AP-HP, des associations).
- Des engagements réciproques de tous les partenaires, inscrits dans un cadre conventionnel.
- L'élaboration rapide d'un plan d'actions validé par tous les partenaires et assorti d'un planning de mise en œuvre.

- Un moratoire sur l'expulsion tant que des solutions d'ensemble et pérennes ne sont pas officialisées afin de diminuer l'angoisse vécue par ces populations et par les enfants du fait d'une menace d'une expulsion imminente.
- La poursuite du diagnostic social pour l'ensemble des familles présentes.
- La mise en œuvre rapide de solutions pérennes pour les familles respectant les critères publics du diagnostic social.
- Une coordination sociale structurelle afin d'aider une population spécifique (service de la mairie, du Conseil général, de l'Etat, de la Préfecture) en collaboration avec les militants des associations et pour « abattre toutes les portes fermées » et faciliter le travail social.
- Un renforcement des droits de l'enfant sur Ivry-sur-Seine : un ajout supplémentaire d'unités Pédagogiques pour les Elèves Allophones Arrivants (pour le moment, trois seront ouvertes à la rentrée 2014), ainsi qu'une garantie écrite par la municipalité de la scolarisation des enfants d'origine ROM.
- Le démantèlement du campement lorsque les solutions alternatives seront effectives et les conditions sociales seront réunies.

Il est plus que temps, Monsieur le Premier Ministre, de ramener chacun à ses responsabilités. Tout n'a pas été fait. Il reste encore beaucoup à faire et de façon urgente pour proposer des solutions décentes à ces familles.

Monsieur Le Premier Ministre, partageant des valeurs communes, nous restons à votre entière disposition afin d'avancer sur l'avenir de ces citoyens.

Copie à :

- Monsieur Thierry LELEU, Préfet du Val de Marne
- Monsieur Martin HIRSCH, Directeur Général de l'Assistance publique des Hôpitaux de Paris
- Madame Anne HIDALGO, Présidente du Conseil de Surveillance de l'Assistance Publique-Hôpitaux de Paris
- Monsieur Pierre GOSNAT, Maire d'Ivry sur Seine
- Monsieur Jean Luc Laurent, Député de la 10^{ème} circonscription du Val de Marne
- Monsieur Luc CARVOUNAS, Sénateur Maire d'Alfortville
- Madame Fadela BENRABIA, Conseiller technique intégration auprès du Premier Ministre